La Nasse

Après avoir dissous l'Assemblée nationale en 2024, le président de la République aurait dit à son entourage : *« Qu'ils se démerdent entre eux ! ».* Cette formule s'adressait sans doute au monde politique du moment et, en particulier, à son opposition. Cependant, il se trouve qu'aujourd'hui, ce sont tous les Français qui doivent se « démerder » et que, ce faisant, notre apprenti thaumaturge a ouvert la nasse dans laquelle notre pays est désormais enfermé.

Quand un pays est structurellement fragile au plan économique, on doit éviter de « faire joujou » avec ses institutions. Or la France, comme l'Europe, ne produit que 1% des matières premières stratégiques dont elle a besoin (terres rares, lithium, magnésium, gallium, etc.) pour assurer les transitions écologique et numériques nécessaires.

En matière énergétique, si elle est indépendante à hauteur de 61 % grâce à son parc de centrales électriques nucléaires (et encore : elle doit se procurer ailleurs l'uranium nécessaire à leur fonctionnement), elle doit importer le reste, soit du gaz et des hydrocarbures qui sont extraits et raffinés à l'étranger s'exposant ainsi, régulièrement, à des réductions des exportations et à des flambées des prix.

Ce sont sur ces bases éminemment fragiles et en l'absence de majorité parlementaire, même relative, que sont élaborés depuis 2024 les budgets, soit par le biais de l'article 49 alinéa 3 de notre Constitution, soit par des votes obtenus au forceps. Ces budgets, en décalage complet avec la situation économique du pays, accroissent nos déficits et nous enfoncent dans la spirale de la dette, aujourd'hui de 3 600 milliards d'euros, soit 112 % de notre PIB. Cet aveuglement ne manque pas d'inquiéter nos prêteurs et le taux de nos emprunts à 10 ans dépasse aujourd'hui les **5** %. Il est le plus élevé en Europe, après le Grèce et l'Italie. Le paiement des seuls intérêts de notre dette est devenu le premier poste budgétaire de l'État à hauteur de 70 milliards d'euros et devrait atteindre 100 milliards d'ici 2028. Rien ne saurait enrayer ce cercle vicieux et la nasse économique s'est refermée.

Mais cette nasse en entraîne d'autres. Pour les raisons qui viennent d'être évoquées, le Premier ministre, complètement obsédé par la préparation du prochain projet de loi de finances (PLF) pour 2027 qui conditionne la survie de son gouvernement, n'a pas vu venir la crise lycéenne qui ne devait, selon lui, concerner que l'Éducation nationale, mais qui, très vite, a métastasé sur l'Intérieur, la Justice, le pouvoir en général devenant une quasi crise de régime.

Car, en réalité, la France traverse une crise du pouvoir d'achat historique : depuis 2024, les familles ont perdu 1 200 euros par an en moyenne. Depuis 2019, les salaires réels sont en baisse. Jusqu'alors, les transferts sociaux et les revenus du patrimoine avaient compensé. Mais, en 2025 et 2026 le pouvoir d'achat a baissé deux années de suite, ce qui n'était arrivé que deux fois depuis 1960. Le prix des carburants (en moyenne 2,15 € pour l'essence et 2,40 € pour le gazole), a servi à nouveau de détonateur et a réveillé des « gilets jaunes » qui, en 2018, trouvaient insupportable de payer ces mêmes produits respectivement 1,50 et 1,55 €.

Tous les politologues, journalistes et autres observateurs constatent, éberlués, la présence d'un climat prérévolutionnaire à moins de six mois de la prochaine élection présidentielle. Cela est contraire, nous disent-ils, aux canons traditionnels de notre climat politique qui veut que, six ou huit mois avant ces élections, le pays soit calme car vivant dans l'espoir suscité par une telle échéance. Mais, aujourd'hui, apparait le pire symptôme du mal qui nous ronge : le fait que les citoyens ne font même plus confiance aux élections pour trouver les

hommes ou les femmes susceptibles de résoudre nos problèmes. Il s'agit là d'une marque inquiétante de prévention envers la démocratie dont les élections sont la colonne vertébrale. Après la nasse économique, voici la nasse sociale et politique.

Au soir du 18 octobre dernier, après une journée et une nuit de violences extrêmes et inédites, le président de la République s'est exprimé à la télévision. *« Nous nous sommes demandé comment des Français peuvent faire cela à la France »*, s'est-il interrogé avant d'ajouter : *« Rien ne l'explique ».* Pourtant, des alertes avaient été données car d'aucuns se souvenaient des « gilets jaunes » ou des débordements lors de fête de la musique, de victoire du PSG ou du nouvel an. Les acteurs et commentateurs politiques, les journalistes, les policiers et les commerçants barricadés l'avaient, eux, anticipé. Dès lors, faute de moyens suffisants face à la sauvagerie des casseurs et des pillards, il n'y avait plus grand-chose à faire et ce fut l'effondrement d'un gouvernement dépassé et pris lui-même dans la nasse de la rue.

Alors que le beffroi de l'Hôtel de ville de Limoges incendié s'effondrait, on entendait quelques cris de joie qui, même à gauche, détonnaient. C'était là le symbole d'une classe politique tout entière débordée par ses propres militants. Dès lors, qui peut croire que le résultat de la prochaine élection présidentielle sera le remède à tous nos problèmes ? Les candidats vont concourir pour exercer un pouvoir sans pouvoirs. Que vaut alors la stature présidentielle si l'État est impuissant ? Toutes les écuries politiques ayant, tour à tour, exercé le pouvoir au plan national sont sanctionnées. La tentation est maintenant grande de « tester » ceux qui, jusqu'à aujourd'hui, n'ont rempli que des mandats locaux. Mais, par définition, il ne peut s'agir que des extrêmes, soit ceux que, précisément, le président de la République sortant s'était engagé à écarter du pouvoir.

La France affronte en même temps une crise sociale et sécuritaire, une impasse politique et une défiance croissante des marchés financiers. La crise française se joue désormais sur trois tableaux simultanés : dans la rue, où les violences et pillages font rage, sur fond de revendications portant sur le niveau de vie et le système éducatif, à l'Assemblée nationale, où le gouvernement tente de faire passer un budget 2027 qui laisse en l'état tous les problèmes du pays, à commencer par un déficit intenable, et sur les marchés financiers qui perdent leur confiance à notre égard. Ces crises se nourrissent l'une l'autre. Comme il n'y a plus d'argent, il est impossible de calmer la colère à coup de milliards, comme on le fait habituellement. Et comme il n'y a plus de majorité, il est également impossible de redresser les comptes. La nasse est hermétiquement close.

Cerise sur le gâteau : alors que trois dates étaient possibles pour la prochaine élection présidentielle, le président de la République sortant a choisi la date la plus extrême pour exercer sa fonction le plus longtemps possible. Or, il se trouve que cette date tombe le 2 mai 2027, soit… le lendemain du 1er mai. Souvenons-nous du 1er mai 2018. Pourquoi personne n'a-t-il eu le courage de dire à notre président qu'il s'agit là d'une folie, à moins que ce dernier, après l'avoir entendu, n'ait pas voulu tenir compte d'un tel avis. Il n'est pas sûr que ce dimanche-là tous les bureaux de vote soient en état de fonctionner. La boucle du double quinquennat sera alors bouclée dans la colère et la frustration et nous serons alors passés d'une hypothétique convergence des luttes à un réelle convergence des haines.

Gilbert ROBINET